

APPEL POUR UNE CONVERGENCE DES LUTTES CONTRE LES POLITIQUES SECURITAIRES ET LA REPRESSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Dans un contexte de durcissement des méthodes répressives, il paraît urgent de se mobiliser afin de nous donner les moyens de poursuivre nos luttes. Voici donc en pièce jointe un appel que ses premiers rédacteur-trice-s et signataires espèrent voir circuler le plus possible, afin d'oeuvrer à une convergence des luttes contre les politiques sécuritaires et la répression des mouvements sociaux.

Derrière ce texte se dessinent déjà plusieurs initiatives que nous vous enjoignons à reproduire et à mettre en lien avec les vôtres.

Un projet plus particulier est déjà en place, concernant la recherche d'informations et d'expériences sur le fichage des militant-e-s dans le cadre des mobilisations mondiales. Il mobilise dès à présent le travail d'un avocat international, et la constitution d'un collectif (Contre les Répressions Internationales, Solidarité Face aux Etats !, CRISE !) cherchant à mettre en contact tous les individus et groupes ayant des données sur ce sujet, et afin de mettre en échec les stratégies de désinformation et de fichage. Sont recherchés tout témoignage (arrestations, fichages, emprisonnements, violences...), et/ou coordonnées de victimes, ainsi que d'avocats et de collectifs anti-rep qui se seraient investies sur des répressions passées (Genève, Seattle, Washington, Bruxelles, Prague, Nice, Davos, Québec, Barcelone, Göteborg, Gênes...). Le contact net est au bas de l'appel.

Plusieurs autres axes sont d'ores et déjà envisagés : marche (en septembre) et/ou journée nationale d'action contre la répression, création d'un observatoire de la répression et du contrôle, publication d'un guide des droits et d'un glossaire de la répression, tenue de forums publics...

L'enjeu reste bien d'élaborer de véritables réflexions et offensives politiques sur ces thèmes, et de ne plus se limiter à la défense a posteriori qui nous écarte souvent de nos luttes.

Cet appel a déjà été signé sous sa version française par : Agir ensemble contre le Chômage ! (AC!), Comité des Sans Logis, Droits devant, Contre les Répressions Internationales, Solidarité face aux Etats ! (CRISE !), Observatoire des Libertés Publiques (O.L.P.), fédération SUD éducation, Alternative Libertaire, Collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information (Clifti), Souriez, vous êtes filmé !, Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), No Pasaran, Laurent Bonnelli et Pierre Rimbart, Play Fair Europe ! Droit au Logement (DAL).

APPEL POUR UNE CONVERGENCE DES LUTTES CONTRE LES POLITIQUES SECURITAIRES ET LA REPRESSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

A mesure que les gouvernements sociaux-démocrates renonçaient à lutter contre la précarité sociale générée par le capitalisme, ils se sont ralliés aux conservateurs pour réprimer les luttes et contrôler les populations. Les états riches s'ouvrent entre eux et se coupent du reste du monde (Traité de Schengen, volet sécurité de l'accord Euro-med, réunion des ministres de l'intérieur de l'UE en 1999 à Tampere et bientôt à Bruxelles, politique carcérale et sécuritaire nord-américaine.).

Désormais, les Etats assurent avec des organisations caritatives la " cogestion " de la misère. Celle-ci revêt les formes visibles de l'acharnement judiciaire et de la violence policière mais aussi celles, plus surnoises, d'un contrôle social généralisé.

Les mouvements politiques et sociaux, localement et internationalement, comme la misère au quotidien sont criminalisés pour justifier l'inflation des moyens répressifs et limiter toujours plus le droit d'expression et la contestation. La stratégie consiste à s'attaquer à l'individu pour contrer toute initiative collective. Les gouvernants se justifient en stigmatisant des violences qu'ils instrumentalisent, voire provoquent. Cela leur permet, en pointant les " mauvais-es " manifestant-e-s et les " mauvais-es " pauvres, de mettre en place leur arsenal sécuritaire et répressif. Nous n' avons pas à choisir d'être " bon-ne-s " et " mauvais-es ". En cherchant à nous justifier dans le cadre de ce débat imposé, nous aménageons les arguments de la répression.

Militants et syndicalistes ne sont pas les seuls visés : les dispositifs de surveillance et de répression ciblent des catégories sociales (pauvres, immigré-e-s, chômeurs-ses) et des territoires (quartiers populaires) jugés dangereux. Loin de ces préoccupations, une majorité de médias relaie avec servilité les agendas gouvernementaux qui font de la " lutte contre l'insécurité " une priorité.

Maximum de moyens pour réprimer, criminaliser, stigmatiser, intimider et provoquer par la présence et les interventions constantes de la police, de l'armée et des milices privées et l'instauration de contrats locaux de sécurité. Nombre de médias sont aujourd'hui les complices objectifs des idéologues sécuritaires.

Sous son masque souriant, permissif et libéral, la social-démocratie sert, aussi bien que la droite, les intérêts des possédants. Son nouveau credo : laisser faire le marché, réduire au silence ses victimes et criminaliser ses opposants.

Associations, collectifs, syndicats et indépendant-e-s appellent à la convergence des luttes pour accroître l'offensive, partout dans le monde, contre la dictature capitaliste et l'arsenal répressif et sécuritaire qui l'accompagne.

Nous appelons à une vaste mobilisation contre ces politiques du pire et à la mise en place de moyens pour recueillir, mettre en commun et diffuser nos informations, nos expériences et nos luttes afin de briser l'isolement des victimes de la répression et du contrôle, d'alerter la population sur les dangers du tout sécuritaire.

Un collectif international ("CRISE!") s'est mis en place, avec l'objectif notamment de rassembler tous les éléments qui révèlent les manoeuvres répressives et de fichage policier lors des mobilisations mondiales.

Pour tous renseignements, signature de l'appel, adhésion au collectif, contactez-nous : crise@free.fr ; une adresse postale est en cours de création.